

L'action vise spécifiquement l'efficacité des administrations publiques, un préalable à la promotion de la démocratie, de ses outils ou de la juridiction y-afférente. La clarification des rôles et missions des différentes structures en charge de la GRHE favoriseront aussi une transparence accrue dans le processus décisionnel à tous les niveaux, promouvant les principes démocratiques au détriment des pratiques de clientélisme et de corruption.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action ne sera pas tournée spécifiquement vers la sensibilité aux conflits, la paix et la résilience. Toutefois, une administration plus efficace et transparente favorisera la mise en œuvre de politiques publiques plus pertinentes et inclusives et ceci, sur le moyen-long terme, pourrait bénéficier au développement d'une société plus prospère, égalitaire, résiliente et pacifique.

Réduction des risques de catastrophes

L'action ne sera pas tournée spécifiquement vers la réduction des risques de catastrophe. Toutefois, une meilleure organisation, efficacité et transparence des administrations favorisera la mise en œuvre des politiques publiques dans tous les domaines, y compris en réponse aux risques de catastrophes.

Autres considérations, le cas échéant

S/O

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Planification, processus et systèmes	Faible volonté politique à mener des réformes en matière de réorganisation de l'état.	E	E	Approche coordonnée et dialogue sectoriel renforcé avec le gouvernement et les autres bailleurs (France, Banque mondiale, FMI, BEI, etc.). Dialogue politique art 8. Etude d'économie politique au démarrage de l'action. Approche opérationnelle flexible. Assistance technique pour la proposition d'architectures institutionnelles alternatives pour la GRHE.
Planification, processus et systèmes	Faible appropriation de la part du gouvernement du processus de numérisation (faible mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires, etc.) et	E	M	Approche coordonnée et dialogue sectoriel renforcé avec le gouvernement et les autres bailleurs (France, Banque mondiale, FMI, BEI, etc.). Accompagnement à la gestion du changement. Soutien renforcé des partenaires (projet PAGF, programme en préparation de l'AFD en appui au SI du ministère des